

BRÈVES ÉCONOMIQUES Maroc

Une publication du SER de Rabat
17 mai au 6 juin 2025

Le chiffre à retenir

14
**MoU signés entre le Maroc
et le Royaume-Uni**

A l'occasion de la visite au Maroc de M. David Lammy, Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni, les 1^{er} et 2 juin, 14 mémorandums d'entente ont été signés pour renforcer la coopération

économique et financière entre les deux pays. L'accent est mis sur l'échange d'expertise et le financement de plusieurs grands projets ou secteurs stratégiques, notamment : les infrastructures de la Coupe du Monde 2030, les infrastructures portuaires et la gestion durable de la ressource en eau, les infrastructures aéroportuaires (notamment, l'aéroport Mohammed V de Casablanca), la transition énergétique (avec Taqa Morocco, 1^{er} producteur d'électricité privé), la digitalisation du secteur de la santé ou encore l'industrie de la défense.

Pour mémoire, le Royaume-Uni est le 5^{ème} client du Maroc représentant 5% des exportations marocaines, facilitées par l'accord de libre-échange signé en 2019. Il est également le 6^{ème} investisseur étranger avec près de 4 % du stock d'IDE, avec une empreinte marquée dans le secteur de l'énergie.

Visites officielles

La Directrice Générale des Finances publiques (DGFIP) Amélie Verdier s'est rendue au Maroc les 20 et 21 mai dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale en matière de finances publiques

Ce déplacement participe à la concrétisation des annonces faites par le Président de la République française lors de sa visite d'Etat fin octobre 2024 au service d'un partenariat d'exception renforcé entre la France et le Maroc. Il permet également d'acter de premières actions communes dans le domaine de la fiscalité et des finances publiques à l'approche de la Réunion à Haut Niveau (RHN) qui verra se réunir les gouvernements des deux pays.

La Directrice générale a procédé à la signature de trois accords de partenariat avec le Trésorier Général du Royaume, M. Nouredine Bensouda ; le Directeur Général des Impôts, M. Younes Idrissi Kaitouni ; ainsi que le Directeur des Domaines de l'Etat, M. Mohammed El Kharmoudi.

Ces protocoles reflètent la vision commune d'une administration publique moderne et performante, au service de l'intérêt général. Ils ont vocation à participer à la simplification de la vie des usagers avec un meilleur accompagnement, tout en améliorant le recouvrement des créances publiques et la lutte contre la fraude aux finances publiques. Ils marquent aussi la détermination des deux administrations à renforcer leurs synergies par la mise en commun des expériences, des savoirs-faires et des réseaux de collaboration.

La Directrice générale a également pu donner davantage de visibilité à l'action menée par la DGFIP afin de contribuer à l'attractivité de la France pour les investisseurs étrangers en rencontrant les acteurs économiques marocains. La visite du siège de la société INTELICIA, qui emploie 4000 personnes en France, a permis d'échanger sur ses projets à venir dans les différents territoires de l'Hexagone. Les échanges avec les principaux acteurs de l'équipe de France économique réunis à la CFCIM fut aussi l'occasion d'identifier les attentes des entrepreneurs et leur perception de l'action de la DGFIP.

Activités macroéconomiques & financières

Enquête HCP : Le secteur informel croît, mais pèse moins dans l'économie marocaine

[D'après l'enquête nationale du HCP](#) sur les unités de production opérant dans l'informel 2023/2024, le secteur affiche une croissance modérée en valeur absolue, mais sa valeur dans l'économie se contracterait. Le chiffre d'affaires a augmenté de 28,7% et la production de 22,3% alors que sa part dans la production nationale hors agriculture et administration publique recule de 15% à 10,9% entre 2014 et 2023.

Le secteur informel non agricole représente toujours une composante importante du tissu économique marocain et regrouperait en 2023 environ 2,03 millions d'unités de production informelles (UPI), en hausse par rapport à 2014. Portée par les zones urbaines (77,3%), cette croissance est principalement concentrée dans les régions à forte densité économique, notamment dans la région de Casablanca-Settat (22,7%). Le commerce et les services restent les principaux secteurs d'activités avec respectivement 47% et 28,3% des UPI.

Sur le marché du travail, l'informel diminue mais représente toujours une part importante : 2,53 millions de personnes y seraient employés, soit 33,1% de l'emploi non agricole, en baisse de 3,2 points par rapport à 2014. La majorité de cette main d'œuvre exerce sans protection sociale ni contrat écrit.

L'enregistrement administratif reste marginal et seuls 14,2% des UPI sont assujetties à la taxe professionnelle et moins de 2% bénéficient du statut d'auto-entrepreneur. Le commerce et l'industrie enregistrent les taux d'immatriculation les plus élevés, à l'opposé du BTP.

Enfin, le profil de dirigeants d'UPI évolue lentement. Ils ont 45 ans en moyenne, sont mieux instruits qu'en 2014 et sont majoritairement masculins (92,4%), tandis que la présence féminine, déjà marginale, recule encore (7,6% en 2023 contre 8,8% en 2014). Selon l'enquête, la création d'UPI est très largement motivée par la contrainte économique.

Grands projets, environnement, industries

Santé : M. Georges-Fabrice Blum, Fédérateur Santé à l'export, s'est rendu au Maroc pour renforcer la coopération dans ce secteur stratégique

Georges-Fabrice Blum, Fédérateur Santé à l'export pour le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères s'est rendu au Maroc accompagné de Jean-Pierre Boffy, Président de French Healthcare. L'objectif de sa mission était de rencontrer les opérateurs français de l'écosystème de santé installés au Maroc et d'identifier des pistes de coopération avec les acteurs marocains publics et privés intervenant dans le secteur de la santé. Dans ce cadre, il s'est notamment entretenu avec le Ministre de la Santé et de la Protection sociale, M. Amine Tehraoui, le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, le Pr Azzedine El Midaoui. M. Blum a également participé à une réunion organisée par la Chambre de commerce et d'industrie du Maroc et le Club Santé Maroc (qui réunit plus d'une centaine de membres) sur le thème "Vers une collaboration durable : Sécurité sanitaire entre la France et le Maroc".

Expansion commerciale : Casino s'allie à H&S pour déployer 210 magasins au Maroc d'ici 2025

Le groupe français Casino a annoncé l'ouverture de plus de 210 magasins Franprix et Monoprix au Maroc d'ici 2025, dans le cadre d'un partenariat stratégique signé avec H&S Invest Holding. L'accord, paraphé le 26 mai 2025 à Rabat, en présence du Ministre de l'Industrie et du Commerce M. Ryad Mezzour et de l'Ambassadeur de France M. Christophe Lecourtier, marque une nouvelle étape dans la stratégie d'expansion internationale de Casino. Le groupe mise sur le développement de franchises à l'étranger comme vecteur de croissance.

Le partenariat avec le groupe marocain H&S Invest Holding, spécialisé dans la logistique et la distribution, prévoit un premier déploiement de magasins dès 2026, adossés en partie à des stations-service et proposant une offre mêlant commerce alimentaire de proximité, restauration rapide, services du quotidien et commande en ligne. Le projet vise la création de plus de 1 000 emplois directs et indirects au Maroc à l'horizon 2030. Confronté à une forte concurrence, notamment celle de Carrefour (déjà implanté avec plus de 290 points de vente via Label Vie), Casino entend capitaliser sur l'expertise locale de son partenaire marocain pour construire un réseau performant, aligné sur les nouvelles habitudes de consommation.

« Nexus » eau-énergie : Taqa Morocco, Nareva, FM6I et l'ONEE engagent un vaste partenariat stratégique pour la sécurité hydrique et énergétique au Maroc

Un an et demi après le déplacement du Roi Mohammed VI aux Emirats Arabes Unis, un partenariat stratégique s'est concrétisé le 19 mai 2025 au sein d'un consortium maroco-émirati, composé de Taqa Morocco, Nareva et le fonds Mohammed VI pour l'Investissement. Le consortium a conclu 3 protocoles d'accord avec le Gouvernement marocain et l'ONEE (Office National de l'Electricité et de l'Eau potable) portant sur le développement de nouvelles capacités de production d'électricité fonctionnant au gaz naturel, de nouvelles capacités renouvelables, de capacités de dessalement d'eau de mer, d'infrastructures de transport de l'eau et d'une infrastructure de transport d'électricité entre Dakhla et Casablanca. D'un montant total de 130 milliards de dirhams (environ 12,5 Mds EUR), ce programme d'investissement contribuera à renforcer la souveraineté hydrique et la résilience du réseau national de transport d'électricité.

Mobilité : les premiers détails connus du projet de bus à haut niveau de service (BHNS) de Rabat-Salé-Témara

À l'issue de la phase des études d'avant-projet, la Société de développement local « Rabat Région Mobilité » a dévoilé les nouveaux détails du projet de BHNS de l'agglomération. L'infrastructure s'étendra sur un linéaire de 48,3 kilomètres de lignes exploitées, dont 38,5 km aménagés en couloirs dédiés, et sera structurée en quatre lignes d'exploitation désignées BHNS1, BHNS2, BHNS3 et BHNS4. Rabat Région Mobilité vient de lancer un marché de 53 millions de dirhams pour l'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

Déchets : le groupe indien Samta annonce une nouvelle usine de recyclage de métaux à Kénitra

L'usine, située dans la zone franche de Kénitra, occupera une superficie de 36 600 m² et représente un investissement total de 70 M USD. Elle devrait entrer en service dès 2026. L'objectif principal de cette installation est de recycler des déchets métalliques pour produire des alliages de cuivre et d'aluminium. Elle utilisera des énergies renouvelables pour fabriquer des métaux "verts" sous sa propre marque. L'usine prévoit de recycler chaque année 19 200 tonnes de cuivre usagé et 27 540 tonnes d'aluminium usagé. Sa production sera principalement destinée aux secteurs automobile, énergétique et aéronautique locaux, contribuant ainsi à réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations. Suez exploite depuis 2019 une plateforme de traitement et de valorisation des déchets industriels sur cette même zone franche.

Energies renouvelables : Aeolon s'apprête à lancer la production de pales d'éoliennes à Nador

L'entreprise chinoise Aeolon Technology s'apprête à lancer la production de pales d'éoliennes dans sa première usine à l'étranger, implantée dans la zone industrielle accélérée de Betoya à Nador, près du nouveau port de Nador West Med. Cette nouvelle usine a vocation à servir de base industrielle pour desservir les marchés de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient. L'usine couvre une surface de 50 hectares, avec un investissement total estimé à environ 220 M EUR. Elle devrait produire jusqu'à 600 ensembles de pales par an, avec une capacité d'emploi estimée à plus de 3.300 personnes. Aeolon projette un chiffre d'affaires prévisionnel de 626 M EUR.

Services numériques : le groupe français SQLI a inauguré un Digital Lab à Rabat

SQLI Maroc a inauguré, en présence du Ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Ryad Mezzour, un Digital Lab à Rabat. Ce laboratoire de l'innovation permettra d'expérimenter les dernières technologies, de sensibiliser aux nouveaux usages numériques, de prototyper des solutions concrètes. Présente à Rabat, Casablanca et Oujda, l'entreprise compte aujourd'hui près de 950 collaborateurs et prévoit de recruter 400 ingénieurs supplémentaires d'ici fin 2025.

Bailleurs internationaux

Forêts : L'UE accompagne la réforme de l'ANEF au Maroc

Le 22 mai 2025, l'Agence nationale des Eaux et Forêts (ANEF) et l'Union européenne ont lancé officiellement à Rabat un projet de jumelage institutionnel financé à hauteur de 1,25 M EUR dans le cadre du programme « Al Ard Al Khadraa - Terre Verte ». Ce partenariat vise à accompagner la mise en œuvre de la stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 » en modernisant la gouvernance forestière à travers quatre axes : réorganisation de l'ANEF, refonte du modèle économique forestier, renforcement des compétences techniques et managériales et amélioration de la communication institutionnelle.

Coordonné par un consortium européen mené par la France (France Agrimer), avec la participation de l'Espagne, de l'Italie et de la Suède, ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large de coopération euro-marocaine et s'appuie sur le transfert de savoir-faire, les échanges entre pairs et la recherche appliquée. Son lancement, coïncidant avec la Journée internationale de la biodiversité, souligne l'importance stratégique accordée à la protection des écosystèmes dans un contexte de dérèglement climatique.

Banque européenne d'investissement et ONEE : Financement de 300 M EUR pour moderniser et étendre son réseau électrique

L'Office Nationale de l'Eau et de l'Energie a sécurisé un financement de 300 M EUR structuré par la Banque européenne d'Investissement (170 M EUR) et de la banque de développement allemande KfW (130 M EUR) afin de moderniser et étendre son réseau électrique. Garanti par l'UE, il permettra de renforcer l'infrastructure de transmission de 731 km et augmenter la capacité d'évacuation de 1850 MVA, l'objectif étant de sécuriser l'approvisionnement et de réduire les gaz à effet de serre, accompagnant la transition écologique du pays. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du « Partenariat vert » Maroc-UE et le programme « Energie verte » lancé en marge de la COP28.

Pour rappel, l'ONEE prévoit des investissements à hauteur de 220 Mds MAD à horizon 2030, dont 177 MDS MAD dédiés au secteur de l'énergie. Actuellement, 45,4% de la capacité installée provient des énergies renouvelables, avec un objectif situé à 56% en 2027.

Protection sociale : la Banque mondiale accorde 250 M USD au Maroc en appui au programme d'aide sociale directe

La Banque mondiale a approuvé un financement de 250 M USD (soit 220,1 M EUR) pour le Maroc, afin de soutenir la mise en œuvre du programme d'aide sociale directe, lancé en 2023 dans le cadre de la réforme nationale de la protection sociale. Le programme ASD prévoit une aide mensuelle minimale de 500 MAD (un peu moins de 50 EUR), en ciblant 60% de la population non couverte par d'autres régimes. A ce jour, plus de 3,9 millions de ménages en bénéficient, représentant près de 12 millions de bénéficiaires.

Ce financement s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement des filets de sécurité sociale en faveur du développement du capital humain. Il appuie notamment la montée en capacité de l'Agence nationale du soutien social, chargée de la gouvernance du programme et a pour objectif d'améliorer l'accès aux transferts monétaires pour les ménages pauvres et vulnérables et faciliter l'inclusion socio-économique des plus marginalisés.

Indicateurs macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,2 %	0,9 %	13,3 %	1,5 %	3,9 %	69,1 %
FMI	3,2 %	0,9 %	13,3 %	1,5 %	4,1 %	70 %
Bank Al-Maghrib	3,2 %	0,9 %	-	1 %	4,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3 %	0,9 %	13,3 %	1,5 %	3,5 %	69,8 %

Indicateurs macroéconomiques 2025

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	3,6 %	2,4 %	-	1,9 %	3,7 %	68,2 %
FMI	3,9 %	2,3 %	13,2 %	2,1 %	3,9 %	68,9 %
Bank Al-Maghrib	3,9 %	2 %	-	2,9 %	3,9 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,8 %	-	-	1,5 %	3,9 %	69,9 %

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr